

Communiqué de l'Union des Forces Vives (section France)

Chers compatriotes ,

Guinéennes ,Guinéens et Amis de la Guinée ;

La gestion actuelle de notre pays nous interpelle tous à plus d'un titre. L'état d'exception que vit la Guinée, sans aucun cadre institutionnel et juridique, sans aucune sécurité, les caisses de l'Etat complètement vides et un consensus national très fragilisé plonge tous les patriotes dans une grande inquiétude, dans la mesure où le Conseil National de la Démocratie et du Développement (CNDD) n'a manifestement pas l'intention d'organiser des élections suivant le chronogramme qu'il a signé pour mettre fin au chaos actuel.

C'est devant cette situation que l'Union des Forces Vives section France s'est réunie, le 20 juin 2009 et a décidé de porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

- 1- L'Union des Forces Vives qui constitue aujourd'hui la seule structure représentant le peuple de Guinée face à la junte militaire doit donner l'opportunité historique aux guinéens de poser les fondations d'un Etat de droit et d'une démocratie dans un pays en faillite.
- 2- L'Union des Forces Vives section France refusant d'être complice des manœuvres dilatoires du CNDD et d'être ainsi historiquement disqualifiée à jamais décide d'entrer en action pour dénoncer les agissements et les exactions du capitaine Moussa Dadis Camara.
- 3- Ses comportements irrespectueux d'humiliations et d'intimidations ne correspondent en rien aux valeurs traditionnelles de respect, de courtoisie et d'hospitalité de nos populations.
L'Union des Forces Vives déplore le traitement discourtois infligé aux diplomates accrédités dans notre pays par le chef de la junte militaire et leur présente ses excuses.

- 4- L'Union des Forces Vives section France condamne fermement et sans appel l'interdiction d'accès des Partis aux medias publics et l'interruption de la tournée de la délégation de l'UFDG conduite par son président, Monsieur Cellou Dalein Diallo en Haute-Guinée. Elle rappelle au CNDD que nous les Guinéens, refusons de perdre une once de notre liberté chèrement reconquise lors de l'insurrection populaire de janvier-février 2007. L'Union des Forces Vives section France invite le peuple de Guinée à refuser toutes les limitations des libertés publiques et politiques qui constituerait une régression du processus démocratique dans notre pays. L'Union des Forces Vives section France rappelle au CNDD que ce processus de démocratisation est désormais irréversible en Guinée car nous nous battons jusqu'au dernier citoyen Guinéen pour honorer la mémoire de nos vaillants compatriotes, morts en martyrs sur le champs d'honneur du changement démocratique.
- 5- L'Union des Forces Vives section France est solidaire de la manifestation de grande marche prévue le 26 juin prochain à Bruxelles devant les institutions européennes contre la dictature et pour le respect du chronogramme. Elle appelle à son tour à une manifestation publique à Paris le Samedi 11 juillet 2009 .
- 6- Pour finir la Transition, il faut des élections législatives et présidentielles propres.

Pour faire les élections, il faut un fichier électoral national et des Textes (Loi Fondamentale / Lois organiques) actualisés.

Pour réaliser toutes ces tâches incontournables, l'Union des Forces Vives Section France propose d'engager dès maintenant les préparatifs et la convocation d'un Dialogue National Souverain (ou Conférence Nationale Souveraine) afin:

- a) de jeter les bases d'un nouveau contrat social en concrétisant les travaux de la Commission Vérité/Justice/Réconciliation
- b) de nous engager devant notre Peuple et devant le monde à renoncer définitivement aux mauvaises habitudes des cinquante dernières années de notre Histoire

c) de nous doter des instruments aptes à garantir la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que les droits de l'Homme et les droits démocratiques

- Le patrimoine public
- La séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire)
- Les droits de l'Homme et les droits démocratiques.

Ces Assises Nationales Citoyennes doivent se tenir sur au moins 6 mois et seront conclues par le forum démocratique National.

Pour le comité de suivi